



NPA

NOUVEAU PARTI
ANTICAPITALISTE
www.npa2009.org

POUR PRENDRE CONTACT :

Envoyez vos coordonnées par courrier à : NPA, 2 rue Richard Lenoir - 93100 Montreuil

Ou par mail à : ecriture@npa2009.org

Nom :

Prénom :

Adresse :

Tél :

Mail :

LEUR EUROPE LIBERALE N'EST PAS LA NOTRE

État Espagnol : un scénario à la grecque

Diminution de 5% en moyenne du traitement des fonctionnaires, suppression de la revalorisation automatique des retraites, disparition de la prime à la naissance... Non, il ne s'agit pas des mesures antisociales imposées aux travailleurs Grecs mais bien celles qui doivent être administrées par le gouvernement socialiste Zapatero aux travailleurs Espagnols. Après la Grèce, c'est au tour de l'Espagne. Mais c'est le sort réservé à tous les peuples Européens si nous nous laissons faire.

Toujours la crise du capitalisme

Ce qu'on appelle la crise de la dette n'est tout simplement qu'un épisode de plus de la crise du capitalisme qui a débuté il y a presque deux ans aux États Unis (crise des *subprimes*) : la spéculation financière a plongé l'économie dans une récession sans précédent. S'en sont suivis licenciements et chômage de masse, explosion de la précarité et de la misère. Les gouvernements ont sauvé le système bancaire et financier à coups de centaines de milliards d'euros et de dollars, faisant ainsi exploser dettes et déficits.

Aujourd'hui les spéculateurs, autrement dit les marchés qui avaient été secourus par les gouvernements aux ordres, s'attaquent aux États les plus affaiblis et spéculent sur la dette de ces derniers.

FMI et UE : l'austérité contre les droits sociaux

Approuvé par tous les gouvernements européens, les plans et mesures imposés par le FMI et la Commission européenne vont conduire à de terribles mesures de régression sociale, sans compter que les « solutions » apportées consistent à emprunter pour faire face aux difficultés, autrement dit à s'endetter davantage !

En France, la rigueur s'impose. C'est François Fillon qui l'a annoncée avec, entre autres, la remise en cause de la retraite à 60 ans. Les annonces du ministre du travail, Eric Woerth, sont sans équivoque : par l'augmentation de la durée de cotisations et du report de l'âge légal de départ en retraite, ce sont, une fois de plus, les salariés qui vont payer.

Voilà comment vont agir tous les dirigeants européens : s'attaquer aux droits sociaux afin que l'UE redevenue compétitive face aux États-Unis et aux pays émergents. C'est la logique sans fin du système capitaliste au mépris de la majorité de la population.

Cette crise n'est pas la nôtre

C'est pourquoi il n'est pas question de la payer ! Refuser les plans d'austérité, substituer à la Banque Centrale Européenne un service public bancaire Européen au service des populations, exiger l'annulation des dettes, c'est se battre pour la vraie construction européenne : celle des peuples et des travailleurs pour une Europe Solidaire, Sociale et Ecologique.

L'Europe libérale actuelle n'est pas la nôtre, pas plus celle du repli nationaliste et xénophobe. Nous n'avons plus de temps à perdre, le moment de la contre-offensive est venu, sur le terrain des mobilisations et de l'alternative à construire, parce qu'une autre Europe est possible.